

# Les « frenchies » de Criteo entrent au Nasdaq

Mercredi 30 octobre, la Bourse américaine accueille la start-up spécialisée dans le ciblage publicitaire sur Internet

Mercredi 30 octobre, vers 22 heures de Paris, Criteo, le spécialiste français de la publicité sur Internet fera ses premiers pas sur le Nasdaq, la Bourse américaine des valeurs technologiques. L'étape est cruciale pour cette start-up parisienne créée en 2005 par trois ingénieurs – Jean-Baptiste Rudelle, Romain Miccoli et Franck Le Ouay.

C'est aussi un événement dans le petit monde français du numérique. « *Le Nasdaq, c'est la voie royale* », se félicite Stéphane Distinguin, président de Cap Digital, le pôle de compétitivité parisien.

De fait, cela fait des années qu'aucune société n'avait fait ses premiers pas sur les marchés boursiers américains. La dernière grosse opération tricolore de ce genre date... de 1994, avec l'introduction en Bourse de l'éditeur de logiciels Business Objects.

Il y a bien eu aussi, entre-temps, les cotations de Dassault Systèmes, d'I-Log et d'InfoVista. Mais ils ne se sont guère attardés – le premier nommé a ainsi préféré, au bout de quelques années, ne rester coté qu'à la Bourse de Paris.

A l'heure actuelle, seules trois entreprises françaises évoluent sur le Nasdaq. Il s'agit du groupe pharmaceutique Sanofi et des sociétés de biotechnologie Edap TMS (ultrasons) et Flamel Technologies (médicaments).

« *Honnêtement, peu de sociétés françaises sont éligibles au Nasdaq*, note Michael Azencot, partenaire à la Financière Cambon. *Il faut afficher une croissance de 50 % à 100 % pendant plusieurs années et avoir une ouverture internationale* » pour décrocher son ticket.

Pourtant, pour une entreprise technologique avec une ambition globale, le Nasdaq est un passage obligé. C'est là que se concentre l'attention des médias.



Jean Baptiste Rudelle, cofondateur de Criteo. BRUNO LEVY/CHALLENGES/REA

Là aussi que se trouvent les principaux investisseurs de la planète. Une présence sur le Nasdaq permet d'escompter, pour toute start-up, une valorisation supérieure. Les professionnels du secteur estiment ainsi qu'entre Paris et New York, l'écart en la matière peut être du simple au double.

Une cotation américaine permet aussi de payer en partie ses troupes en titres de la société. Stock-options et autres plans d'ac-

tions sont en effet des armes décisives dans la guerre à laquelle se livrent les entreprises informatiques et des télécommunications pour recruter les meilleurs développeurs de la planète.

## Un choix raisonné

A contrario, la place financière parisienne n'offre pas une visibilité suffisante, selon les experts, pour espérer un jour accueillir ou tout simplement pour permettre

le développement d'un nouveau Google. A Paris, les valeurs technologiques sont rares, les fonds d'investissement spécialisés et les potentiels racheteurs, peu nombreux. Détail d'importance : on trouve en France fort peu d'analyses financières suivant les sociétés « techno », et susceptibles de donner envie d'acheter de futurs bijoux de la cote aux investisseurs.

Pour toutes ses raisons, les fondateurs de Criteo ont fait le choix

du Nasdaq. Aujourd'hui, le trio dirige l'une des start-up les plus ambitieuses de l'Hexagone. Celle-ci est spécialisée dans le ciblage des internautes, une activité qui a le vent en poupe. La société achète des espaces publicitaires sur le Web à prix fixe pour les revendre aux annonceurs à prix variable.

Plus qu'un art ou une religion, c'est une science algorithmique pratiquée par les 400 ingénieurs maison. La croissance de Criteo

## Peu de futurs candidats au Nasdaq en France

**Les start-up spécialisées dans les objets connectés** Withings est la plus connue d'entre elles, mais on peut également citer Parrot, la société d'Henri Seydoux, ou Netatmo.

**Les gros du commerce électronique** La plus célèbre est Vente-privée.com. Mais ils sont peu ouverts sur l'international, ou déjà rachetés par des groupes internationaux comme PriceMinister.

**Les plates-formes médias** Dailymotion, Deezer ou Allociné sont de jolies réussites dans le cinéma et la musique. Mais ils sont propriété d'Orange et de Fimalac.

**Les pros du cloud Computing** OVH et Talend sont les prétendants les plus sérieux car encore indépendants.

a jusqu'à présent été exponentielle. Profitable en 2012, la société affiche 459 millions de dollars (334 millions d'euros) de chiffre d'affaires au premier semestre.

Si Criteo met la barre si haut, c'est aussi grâce à ses investisseurs de la première heure : les fonds de capital-risque français Idinvest et Elaia, les américains Index Ventures et Bessemer Ventures, sans oublier le japonais Softbank, venus en renfort en 2010 et 2012. Au total, la start-up a levé environ 50 millions d'euros depuis 2006.

Ces partenaires l'ont poussée à se développer à l'international, qui pèse aujourd'hui 85 % de ses revenus. Et à se mettre en piste pour le Nasdaq. La capitalisation boursière de Criteo dépasse le milliard et demi de dollars. La société veut lever 251 millions de dollars au Nasdaq, en écoulant 8,08 millions d'actions à 31 dollars pièce.

Mais pour un Criteo qui tente l'aventure mondiale, combien d'autres restent franco-françaises... « *Le problème, ici, c'est qu'il n'y a pas l'environnement propice. Comme il n'y a pas assez de sociétés cotées outre-atlantique, cela ne donne pas l'idée à d'autres de se lancer. C'est un peu le serpent qui se mord la queue* », déplore Eric Carreel, PDG de Withings, start-up spécialiste des objets connectés.

Par ailleurs, les grands groupes de l'Hexagone se montrant eux-mêmes plutôt frileux quand il s'agit d'acquiescer de jeunes pousses françaises, celles-ci sont des cibles de choix. Les groupes étrangers, peuvent les racheter avant qu'elles ne deviennent trop chères. ■

MARIE DE VERGÈS

JULIEN DUPONT-CALBO

## Le marché américain, un rite de passage pour les start-up israéliennes

Jérusalem  
Correspondance

Elle est la prochaine sur la liste : la start-up israélienne Wix, enviable par ses congénères de Tel-Aviv pour ses bureaux avec vue imprenable sur la mer Méditerranée, vient d'annoncer son introduction sur le Nasdaq. Cette plate-forme de création de sites Web va rejoindre l'imposant bataillon des 62 sociétés israéliennes cotées sur la Bourse américaine des valeurs technologiques.

L'opération relève quasiment du rite de passage dans l'écosystème numérique de l'Etat hébreu. Ce dernier figure au troisième rang mondial en nombre d'entre-

prises présentes sur le Nasdaq, derrière les Etats-Unis et la Chine. En tout, elles sont 218 à s'y être introduites entre 1995 et 2013, selon les données recensées par Edouard Cukierman, directeur du fonds de capital-risque Catalyst, basé à Tel-Aviv.

« *Le Nasdaq, c'est la voie royale pour les start-up israéliennes*, explique M. Cukierman. *Elles veulent y aller car elles savent qu'elles peuvent ensuite se lancer plus facilement dans des rachats et se développer.* » Ainsi, Check Point, ancienne « jeune pousse » devenue l'un des leaders mondiaux pour la sécurité informatique, a pu réaliser une dizaine d'acquisitions depuis sa cotation en 1996.

Le phénomène fait la fierté de ce pays de huit millions d'habitants, qui vient de fêter ses 65 ans. Hormis les qualités intrinsèques de la « start-up nation », il s'explique beaucoup par les liens unissant Israël à la communauté high-tech et financière américaine.

## Penser « global »

« *Il y a un secret*, ironise Daniel Rouach, rédacteur en chef du site d'informations économiques Israël Valley. *A l'origine, des piliers du Nasdaq ayant une grande proximité avec le pays ont aidé à piloter l'introduction d'entreprises israéliennes sur ce marché. Cela a servi de modèle pour les suivantes et maintenant ça fait par-*

tie du « logiciel ». » Symbole de ces relations étroites, le capital-risque américain joue un rôle de premier plan dans le financement des jeunes pousses de la « Silicon Wadi ». Il fournit la majorité des fonds levés par ces start-up.

De leur côté, les géants de la high-tech américaine s'implantent solidement dans la « Valley » israélienne : pas une multinationale qui n'ait son centre de recherche (R & D) et son incubateur entre Tel-Aviv et Haïfa. Après Intel, Google, Apple ou Microsoft, Facebook vient à son tour de franchir le pas. Le réseau social a annoncé, mi-octobre – en même temps que l'acquisition de la start-up Onavo, spécialiste des applications pour

mobiles –, l'ouverture prochaine d'un centre de R & D en Israël.

Réciproquement, les pépites israéliennes sont promptes à considérer les Etats-Unis comme leur extension naturelle : confrontées à un marché local quasi inexistant, elles pensent « global » et misent spontanément sur le marché le plus développé pour la haute technologie.

L'« américanisation » des jeunes sociétés israéliennes a aussi son revers. Elle débouche souvent sur leur délocalisation vers la Silicon Valley californienne, ou encore sur leur rachat, privant Israël des retombées positives de leur activité. ■

## LVMH prend 9,5 % du capital de Gallimard

L'éditeur a besoin d'argent pour digérer l'acquisition de Flammarion. Le groupe veut poursuivre sa croissance sur le secteur du livre

### ►►► Suite de la première page

Cette alliance nouvelle entre le luxe et la littérature permet à Antoine, troisième du nom, « *de bâtir un groupe d'édition d'une taille suffisante pour affronter les défis futurs* ».

Jusqu'à présent, LVMH et Gallimard s'étaient associés pour éditer des City Guide branchés sur de grandes villes touristiques : New York, San Francisco, Tokyo, Paris, etc. Un recueil de nouvelles intitulé *La Malle*, où onze écrivains français s'étaient inspirés des trésors laissés par Gaston-Louis Vuitton, petit-fils du fondateur de la maison éponyme, a aussi été lancé en février. L'ouvrage, édité par les deux maisons, était disponible en français, en anglais et en japonais, et commercialisé en édition de luxe dans

les succursales de Vuitton.

« *Les maisons d'édition du groupe Madrigall représentent un patrimoine littéraire et historique d'une qualité exceptionnelle. Je suis heureux qu'Antoine Gallimard ait choisi d'associer LVMH à l'avenir de son groupe. Nous partageons la même vision du développement de nos maisons, fondée sur leur histoire prestigieuse, leur caractère familial et le talent des équipes qui les animent* », a, de son côté, déclaré Bernard Arnault.

C'est Antoine Arnault, fils de Bernard Arnault, qui siégera au conseil d'administration de Madrigall. Selon l'accord négocié entre les deux parties, LVMH ne pourra pas détenir plus de 15 % du capital de Gallimard. Une nouvelle augmentation du capital de la holding familiale pourrait cependant inter-

venir dans les mois qui viennent : Antoine Gallimard est à la recherche en tout de 40 millions d'euros, et l'investissement de LVMH ne les couvre pas entièrement.

### « Loups dans la bergerie »

Antoine Gallimard a consolidé les finances du troisième groupe d'édition français. En juin, il avait déjà ouvert son conseil d'administration à Serge Weinberg, président de Sanofi, qui dirige aussi Weinberg Capital Partners, une société d'investissement spécialisée dans l'immobilier.

Grâce à ces apports d'argent frais, le groupe Madrigall pourra se désendetter, mais aussi se redéployer. Le principal défi à venir est d'assurer la bonne cohésion entre les filiales issues de Gallimard et de Flammarion, car il existe des dou-

blons. C'est tout l'enjeu de la réorganisation éditoriale qui a précédé l'augmentation de capital. Le groupe Madrigall peut apparaître désormais en ordre de marche, au moment où la conjoncture dans le secteur de l'édition s'est fortement dégradée. Antoine Gallimard mise sur une stabilité du chiffre d'affaires de son groupe en 2013, alors que le secteur devrait connaître un nouveau recul de l'ordre de 2 % à 3 % cette année.

Qui sortira le plus gagnant dans cette alliance du luxe et de la littérature ? Si Weinberg et LVMH s'intéressent à Madrigall, c'est pour la littérature, certes, mais aussi pour l'immobilier. Gallimard dispose en effet d'un très important patrimoine immobilier, à Paris, au cœur de Saint-Germain-des-Prés, un quartier désormais colonisé par le luxe.

« *Ce n'est pas un, mais deux loups qu'Antoine Gallimard a introduits dans la bergerie* », résume un banquier d'affaires. Bernard Arnault est connu pour ne pas être un actionnaire qui se montre tran-

quille très longtemps. LVMH a ainsi tenté de monter au capital de Hermès, autre – grosse – pépite du luxe, contre la volonté de cet autre groupe familial. ■

ALAIN BEUVE-MÉRY

IL EST TEMPS DE PARLER D'ÉCONOMIE

8H12 DU LUNDI AU VENDREDI

Le Monde SUR BFM BUSINESS

ÉCO&ENTREPRISE